

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18998 - 74ÈME ANNÉE

Large intersyndicale dans la fonction publique

Un 22 mai pour sauver le service public, rempart contre les inégalités



Les représentants de l'intersyndicale de la fonction publique.

L'intersyndicale (FSU, CFDT, CGTR, FO, UNSA, Solidaires, CFE-CGC) a présenté hier la journée d'action du 22 mai. Ce sera la mobilisation générale des agents du service public contre les attaques du gouvernement qui remettent en cause un rempart contre les inégalités. Une manifestation démarrera du Petit Marché à Saint-Denis pour se diriger vers la préfecture.

« Il est plus qu'urgent d'alerter sur les dangers gravissimes qui pèsent sur la fonction publique », déclare Marie-Hélène Dor de la FSU. Les mesures préparées et confirmées par le plan Action publique 2022 sont inquiétantes. « C'est la volonté comme pour les cheminots de privatiser un certain nombre de

missions ».

Le gouvernement veut aussi s'attaquer au statut. C'est le plan de suppression de 120.000 postes, et le recours massif aux emplois non-titulaires. C'est l'extinction à terme du statut. Or, ce statut a été créé pour protéger des pressions notamment politiques, rappelle Marie-Hélène Dor. Il permet le maintien de la qualité du service

public, malgré des conditions dégradées.

La précarité s'aggrave

L'UNSA partage la même analyse. « Le jour de carence est la première attaque. La fonction publique est présentée comme un coût et non



pas un apport de solidarité », précise son représentant. L'UNSA souligne que la précarité dans la fonction publique territoriale doit être combattue, car plus de 70 % des agents ne sont pas titulaires.

Le problème du pouvoir d'achat est posé. Le combat pour la défense de la fonction publique est particulièrement valable à La Réunion, affirme l'UNSA.

Pour la CGTR représentée par Jean-Paul Panechou, « le danger pour les travailleurs se précise, les ordonnances et la privatisation arrivent à grands pas dans le service public. La CGTR salue la large intersyndicale. La dégradation de la situation au CHU et les répercussions sur les agents montrent ce qui va arriver, ajoute-t-il. Il constate aussi que la mairie de Saint-Denis a déjà mis en place un nouveau type de contrat précaire : les besoins occasionnels.

Solidaires dénonce le mépris du gouvernement pour la fonction publique et les services publics. « Le gouvernement commence par les cheminots en France. À La Réunion, ce sont les hospitaliers qui sont fustigés », précise le syndicat pour qui « ces attaques sont l'affaire de tout le monde. La priva-

tisation a déjà commencé dans notre île. Des missions de service public sont données à des SPL où travaillent des personnes sous contrat de droit privé ». Et de souligner qu'« au Conseil départemental, près de 30 % des agents sont des contractuels. Les départs ne sont pas remplacés par des agents titulaires ». « Le 22 mai verra l'affrontement de deux mondes. La France bat les records de distribution de dividendes pour les actionnaires. L'autre monde est celui des travailleurs, des services publics menacés comme jamais auparavant », conclut le syndicat.

550 euros par mois de retraite

La CFDT rejoint les autres organisations sur leur vision du service public, garant de la cohésion sur tout le territoire. Le gouvernement n'a qu'une vision comptable qui aura des conséquences sur la société. « Tous les indicateurs sont au rouge : 4 personnes sur 10 sous le seuil de pauvreté, fort taux d'illettrisme, le besoin de service public est évident ».

« La précarité dans le fonction publique territoriale fabrique de la misère sociale », ajoute le syndicat. Au bout de 40 ans de service, les agents non-titulaires gagnent 1300 euros par mois, ils partent à la retraite avec 550 euros par mois ». Conséquence, « la première démarche d'un retraité de la FPT est d'aller au CCAS ».

Pour le CHU-Réunion, se pose la problématique de l'indexation des primes des hospitaliers, rappelle la CFDT. « Il y a la volonté est de légiférer au plus niveau là-dessus, soyons vigilants face à la menace qui pèse sur le pouvoir d'achat ». FO appelle à ce que la mobilisation du 22 mai soit à la hauteur de la brutalité des décrets du gouvernement.

CFE-CGC dénonce le mépris du pouvoir: gel du point d'indice, disparition prochaine des CHSCT. « Le recours des contractuels sera favorisé avec des policiers en contrats renouvelables ». C'est donc un large front qui sera présent le 22 mai pour une autre politique.

M.M.

Edito

La lutte contre le changement climatique, ce sont des emplois nouveaux

Si les États tiennent l'engagement de respecter l'Accord de Paris, alors il est possible de créer 24 millions d'emplois dans le monde. C'est la principale conclusion d'un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il souligne que ces créations concerneront la plupart des secteurs économiques. Elles compenseront largement la diminution du nombre d'emplois dans les énergies fossiles. Il s'avère que c'est dans notre région que les pertes seraient les plus importantes, du fait de l'importance de l'industrie des hydrocarbures en Afrique.

L'OIT voit aussi dans cette conversion de l'économie au cadre de l'Accord de Paris un moyen de lutter contre la pauvreté. Le développement des énergies renouvelables est en effet la possibilité de produire de l'électricité au plus près des besoins, et donc de permettre à des populations qui n'y ont pas accès avec le système actuel d'avoir ce droit.

Ceci rappelle qu'avec une volonté politique, il est possible de faire de la lutte contre le réchauffement climatique un gisement d'emplois. C'est cette voie qui avait commencé à être explorée entre 1998 et 2010 quand la Région était dirigée par Paul Vergès. Malheureusement, son successeur a fait le choix de l'archaïsme, en orientant la majorité des fonds à sa disposition dans la promotion de l'automobile par le projet d'une route en mer entre La Possession et Saint-Denis. L'impossibilité de la réaliser conformément aux promesses annoncées amplifie encore le gaspillage, car combien d'emplois auraient pu être créés à La Réunion si la politique d'autonomie énergétique avait été poursuivie ?

L'étude de l'OIT donne raison à l'orientation initiée par les communistes. Elle salue aussi la justesse du combat mené par le collectif Climat 2020, qui propose que l'Union européenne mette en place une politique donnant les moyens à ses États membres de respecter l'Accord de Paris. Ceci rappelle que si le changement climatique est une conséquence du capitalisme, la sortie de la crise passera obligatoirement par un dépassement de ce système, pour aller vers une nouvelle civilisation. C'est un projet constamment défendu par les communistes.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

L'OIT se penche sur l'application de l'Accord de Paris

24 millions d'emplois possibles dans l'économie verte

«Selon *Emploi et questions sociales dans le monde 2018* : Une économie verte et créatrice d'emploi, l'action visant à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius va se traduire par suffisamment de créations d'emploi pour compenser largement les 6 millions de suppressions d'emploi faites ailleurs.

De nouveaux emplois seront créés grâce à l'adoption de pratiques durables dans le secteur de l'énergie, y compris la modification du mix énergétique, la promotion de l'usage des véhicules électriques et l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments.

Les services écosystémiques - y compris la purification de l'air et de l'eau, renouvellement et fertilisation des sols, contrôle des parasites, pollinisation et protection contre les conditions climatiques extrêmes - contribuent, entre autres, à la préservation de l'agriculture, la pêche, la foresterie et le tourisme qui emploient 1,2 milliard de travailleurs.

Mais la hausse prévue des températures va faire du stress thermique, en particulier dans l'agriculture, un phénomène courant. Il peut entraîner de graves problèmes de santé, y compris les coups de chaleur et l'épuisement.

Le rapport calcule que le stress thermique va provoquer une perte mondiale de 2 pour cent des heures travaillées d'ici à 2030 pour cause de maladie.

« Surmonter la pauvreté »

« Les conclusions du rapport soulignent que les emplois dépendent pour beaucoup de la qualité de l'environnement et des services qu'il fournit. L'économie verte peut permettre à des millions de personnes supplémentaires de surmonter la pauvreté et offrir de meilleures conditions de vie à cette génération et aux suivantes. C'est un message positif, porteur d'espoir dans un monde aux choix complexes », affirme la Directrice générale adjointe de l'OIT, Deborah Greenfield.

Au niveau régional, il y aura des créations nettes d'emploi dans les Amériques, en Asie et Pacifique et en Europe, s'élevant respectivement à 3, 14 et 2 millions d'emplois, grâce aux mesures prises en matière de production et de consommation d'énergie.

En revanche, il pourrait y avoir des pertes nettes d'emploi au

Moyen-Orient (-0,48 pour cent) et en Afrique (-0,04 pour cent) si les tendances actuelles se prolongent, en raison de la dépendance de ces régions à l'égard, respectivement, des énergies fossiles et des mines. Le rapport demande aux pays de prendre des mesures d'urgence pour former les travailleurs aux compétences exigées par la mutation écologique de l'économie et pour leur fournir la protection sociale qui facilitera leur transition vers de nouveaux emplois, contribuera à la prévention de la pauvreté et réduira la vulnérabilité des ménages et des communautés.

La plupart des secteurs de l'économie vont bénéficier d'une création nette d'emplois : sur les 163 secteurs économiques analysés, seuls 14 vont subir des suppressions d'emplois supérieures à 10 000 postes à l'échelle mondiale. Seuls deux secteurs, l'extraction pétrolière et le raffinage, affichent des pertes de 1 million d'emplois ou plus.

2,5 millions d'emplois seront créés dans l'électricité générée à partir d'énergies renouvelables, contrebalançant quelque 400 000 emplois perdus dans la production d'électricité basée sur les combustibles fossiles.»

In kozman pou la rout

« La pa l'èr ou la fin, i fo alé mète manzé dsi l'fé »

Fé konm ou i vé. Mète kari la vitèss o fé. Fé kisoï in kari lo ton, kisoï in kari boit bèf, kui manzé sa i mète lo tan. Donk si ou i atann ou la fin pou mète manzé o fé, lé riskab ou la pi fin kan manzé lé kui . Lé posib galman ou i komans grignoté an atandan é sa, toulmoun i koné, lé pa bon pou la santé. Soman, mi pé dir azot mi koné d'moun i atann zot la fin pou alé mète manzé o fé. Sé in tor an zot. Mé, astèr si ni obliy in kou lo manzé épi la fin, ni romark néna in gran kantité d'moun i pran pa zot a tan pou fé in n'afèr nésésèr, an aplikan lo bon prinsip ni koné : i fo zamé fé lo zour mèm, sak ou i pé romète pou landmin. I ariv dé foi lé tro tar éou i gingn l'annuiman pou arien ditou. Alé ! Mi kité azot rofléshi la dsi é ni artroupli dvan. Sipétadyé.

Billet philosophique

L'actualité de la pensée de Karl Marx

Après la première partie de l'exposé d'Élie Hoarau, président du Parti Communiste Réunionnais, publiée vendredi dernier sur l'actualité de la pensée de Karl Marx, voici la seconde et dernière partie de cet exposé présenté le 4 février dernier à la médiathèque Aimé Césaire de Sainte-Suzanne pour célébrer à La Réunion le 200e anniversaire de la naissance du célèbre philosophe et militant communiste allemand (1818-1883). Après nous avoir expliqué pourquoi selon Karl Marx « le responsable principal de la situation inacceptable dans le monde c'est le système capitaliste, pour qui la recherche du profit est le but principal », Élie Hoarau nous ouvre les perspectives du communisme.

2 – Élie Hoarau : la société communiste réunionnaise

Karl Marx dit qu'il ne faut pas se résigner face à cette situation. Il faut se battre pour la changer. Se résigner c'est s'en faire les complices.

Mais il ne s'agit pas seulement de dénoncer un système et de le combattre, il faut aussi proposer une alternative. Karl Marx le fait.

Il pause comme principe que chaque être humain doit avoir les moyens de vivre dans des conditions décentes et dans le respect de sa dignité. Il préconise l'avènement d'une société sans classe, où personne n'exploite plus personne et où personne ne tire plus à son profit personnel le fruit du travail d'autrui. Il propose donc une société dans laquelle, pour reprendre sa formule, « chacun apportera selon ses moyens et recevra selon ses besoins ».

C'est la société communiste.

De mon point de vue, personne jusqu'à présent n'est parvenu à instaurer une telle société dans le monde, ni en URSS, ni ailleurs. Cela ne veut pas dire qu'une telle société soit inatteignable. Cela veut dire qu'elle est à construire.

Voilà donc 4 raisons principales qui font que nous sommes communistes ; à savoir :

- 1 • nous refusons une situation inacceptable qu'on impose à la majorité des femmes et des hommes sur la Terre ;
- 2 • nous identifions les responsables de cette situation ;
- 3 • nous ne nous résignons pas à cette situation et nous luttons contre ces responsables
- 4 • nous proposons une alternative à la société injuste actuelle : une société communiste.

Nous avons une cinquième raison d'être communiste en tant que Réunionnais. L'Homme Réunion-

nais est issu d'un peuple qui a été opprimé pendant l'essentiel de son histoire. Sur les 355 ans de son existence, notre peuple a connu durant près de 300 années l'esclavage, l'engagisme et le colonialisme. Croire que ce lourd passé d'oppression ne pèse pas encore sur le Réunionnais que nous sommes aujourd'hui c'est tout ignorer de la mentalité de ce peuple. Le moment est donc venu de libérer nos concitoyens et concitoyennes du poids de cette histoire infamante.

Nous sommes communistes réunionnais parce que le Parti Communiste Réunionnais et particulièrement Paul Vergès ont été les premiers à affirmer l'existence d'un peuple réunionnais et à appeler à se battre pour le libérer.

Le libérer comment ? Par lui-même. Personne d'autre que lui ne peut le faire à sa place.

C'est la raison pour laquelle le PCR (il l'a réaffirmé lors de son 9e congrès en février 2017) appelle toutes les forces du pays à un grand rassemblement pour qu'elles décident elles-mêmes du destin de La Réunion. Il leur revient d'élaborer un projet partagé de développement. Ce projet doit s'inspirer des idées généreuses de Karl Marx : un projet juste, équitable, écologique et solidaire touchant tous les domaines (économique, social, culturel, sociétal, environnemental) et qui doit faire que La Réunion ne soit pas repliée sur elle-même mais tournée vers le monde et son grand voisinage.

Voilà donc 5 raisons principales qui font que nous sommes communistes réunionnais aujourd'hui et nous revendiquons notre fierté de l'être.

(à suivre)

Oté

Dézord dann park kanar, rant bann zil komor épi La Frans-promyé morso

Ni koné dopi in bon bout tan, rant La Frans épi la républik komor néna konm k'i diré do lo dann gaz. Lo vré rézon, dizon lo rézonn fon, sé ké La Frans la zoué péi-la in mové tour kan èl la sépar Mayotte avèk lo troi zil i apèl Grann komor, Anjouan é pi Mohéli. Sa la éspas dann tan Giscar lété prézidan. Pou kosa li la fé sa ? Pèrsone o zis i koné sa bien, mé pétète lo rézon d'éta i pé z'ète in komansman l'ésplikasyon. I pé an avoir in n'ot rézon konm par ébzanzp l'idé ké La Rényon té i pé domann son l'indépendans, donk La Frans l'avé bézoin gard in pyétatèr dann l'oséan indien, mé sa moin lé sir sé in fak-l'n fos nouvell ? Oui, mé in pé la tèlman androg azot avèk sa ké zot la fini pétète par kroir sa in vérité.

Tout fason lé pa nésésèr alé rod lo pourkoi di koman, la vérité lé la, é La Frans la pa jènn ali pou pyétine lo droi internasional épi anvoye roganizasyon bann nasyon zini baladé. Aprésa lo péi komor la konète in pé tout sort kalité kou d'éta, l'asasina bann prézidan, l'anvayisman par bann mèrsnèr konm Bob Dénard épi d'ot ankor... Mé La Frans i paré té pou arien ladan. An pliské sa, sé inn bone mèr pou bann péi komor ; zot i vé in sèl l'égzanzp ? Ala li la ! Sé lo fran CFA. La Frans la pa toush lo fran-la é bann komor i bénéfisyé in moné protézé - fabriké dann massif santral par l'inprimri nasyonal La Frans. Lé vré ké bann komor lé blijé ashtë z'ot moné avèk La Frans é zot i doi dépoz dann trézor piblik fransé tout larzan i sort déor é zot i pé gagné mé alon rasir anou trézor fransé i rann ali in pé, épi i mète sa dsi l'kont komor an atandan pétète in zour va rann ali tout. An touléka, sak i anrès.

Astèr La Frans sé in bon moun mé i fo kant mèm pa pous mémé dann zortiy é li l protéz Mayotte par in viza-viza la, sa i done pa toulmoun é si bann moun i sort Anjouan, Mohéli, Grann komor pou rann vizit la famiy Mayotte-pétète si lo famiy i prépar in gran maryazn ébin lé pa si fasil ké sa : i pé pa pran la bonté pou l'obligasyon. Mé zot va dir amoin so bann komor-la, sa lé monstré sa ! Sa i pran z'ot pti kwasa kwasa épi zot i déb ark Mayotte, souvan dé foi la nuite, épi zot i rès dann péi-la. a zot risk é péril. A ! biensir si la mèr i kapaye azot sa spé si zot i noiye i fo pa alé rode kisa la fot. Si zot i gingn akosté i ranvoye azot dann la Répi lik komor.

La pankor fini

Justin